

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.417/2
DU 26 MARS 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 2 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989 instaurant une prime de formation en faveur de certains agents du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances - Administration des pensions", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Compte tenu du délai imparti et de la complexité de la matière, il n'a pas été possible de vérifier si toutes les dispositions du projet sont conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination. Il n'a pas pu être vérifié non plus si le projet assure la nécessaire cohérence avec les autres réglementations relatives au statut des agents. Il appartient aux auteurs du projet de vérifier soigneusement si ces principes et exigences sont respectés par le projet.

Sous cette réserve, l'arrêté ministériel en projet appelle les observations suivantes.

La portée du projet

La carrière des agents de l'État fédéral fait l'objet d'une réforme en profondeur depuis plusieurs années. Une série d'arrêtés royaux ont été adoptés afin de régler la situation des agents titulaires de grades communs aux différentes administrations de l'État ¹.

(1) Voir notamment l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État, l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État, l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la carrière du niveau D des agents de l'État et portant diverses dispositions en matière de mesures de compétences et de formations certifiées, et l'arrêté royal du 22 novembre 2006 portant diverses mesures en matière de carrière des agents de l'État des niveaux A, B, C et D.

Des règles particulières sont, par ailleurs, adoptées pour tenir compte des spécificités de certaines administrations, dont notamment le Service public fédéral (S.P.F.) Finances. La réforme des carrières du niveau A du S.P.F. Finances a fait l'objet de négociations au sein du Comité de secteur II qui se sont clôturées par un protocole du 27 juillet 2005 ². Le projet d'arrêté ministériel à l'examen, qui vise à modifier l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989 instaurant une prime de formation en faveur de certains agents du Service public fédéral Finances et du ministère des Finances - Administration des Pensions, participe à la mise en oeuvre de ce protocole.

D'après les explications fournies par le délégué du ministre, le projet vise essentiellement à instaurer, pour les membres du personnel du niveau A, des règles transitoires en ce qui concerne les primes de formation, analogues à celles qui sont prévues pour les agents des niveaux B et C par l'arrêté ministériel du 28 février 2005 modifiant l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989 instaurant une prime de formation en faveur de certains agents du ministère des Finances.

Le texte en projet adapte en outre l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989, précité, pour tenir compte de la création du Service des pensions du Secteur public. Celui-ci est un organisme d'intérêt public créé par la loi du 12 janvier 2006 portant création du "Service des Pensions du Secteur public", qui est chargé, depuis le 1^{er} janvier 2006, des missions précédemment confiées à l'Administration des pensions du ministère des Finances ³.

(2) Celui-ci est mentionné dans le protocole de négociation syndicale du 6 février 2007 joint à la demande d'avis. Voir aussi la lettre du Ministre de la Fonction publique à la Ministre du Budget du 30 juin 2006, également jointe à la demande d'avis.

(3) Voir notamment les articles 3 et 32 de la loi du 12 janvier 2006, précitée, dont il ressort que le Service des Pensions du Secteur public est un organisme d'intérêt public de catégorie A au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Observation générale

Comme il vient d'être exposé, le projet à l'examen tend essentiellement à énoncer, pour les agents du niveau A du S.P.F. Finances et du Service des pensions du Secteur public, des règles transitoires en ce qui concerne les primes de formation prévues par l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989, précité ⁴. Ces règles transitoires sont rendues nécessaires en raison de l'adoption du nouveau régime de formations certifiées régi par les articles 70 à 76 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État et par les articles 42 à 47 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État.

Le projet adopte deux méthodes pour traduire cet objet : il se présente d'une part, en ses articles 3 à 9, comme modificatif de l'arrêté ministériel précité du 14 septembre 1989 et, d'autre part, aux articles 10 à 14, comme autonome par rapport à ce dernier. En outre, il mêle des dispositions modificatives ou abrogatoires ⁵ et des dispositions transitoires.

En principe, lorsque la modification ou l'abrogation d'un dispositif appelle des dispositions transitoires, celles-ci doivent être rédigées de manière autonome. Elles doivent énoncer les règles figurant dans le dispositif modifié ou abrogé dont l'application est partiellement ou totalement maintenue. Il peut également se concevoir que les dispositions transitoires renvoient au dispositif modifié ou abrogé mais en indiquant alors clairement qu'il s'agit de ce dispositif tel qu'il était applicable antérieurement à l'entrée en vigueur de la modification ou de l'abrogation. En tout état de cause, des dispositions transitoires ne peuvent se présenter comme modificatives. Elles doivent mentionner la période pendant laquelle les dispositions transitoires s'appliquent ou doivent en permettre la détermination.

(4) Les règles transitoires actuellement envisagées pour les agents du niveau A sont alignées sur celles insérées dans l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989, précité, par l'arrêté ministériel du 28 février 2005 modifiant l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989 instaurant une prime de formation en faveur de certains agents du Ministère des Finances, en ce qui concerne les agents des niveaux B et C

(5) Tel est le cas notamment de l'objet de l'article 4bis, § 1^{er}, en projet (article 6 du projet), même si cette disposition n'est pas rédigée à la manière d'une disposition abrogatoire. La modification ou l'abrogation doit être rédigée de manière claire et précise. A cet égard, par exemple, il est singulier d'écrire à cette même disposition de l'article 4bis, § 1^{er}, en projet que, de manière générale, "(p)lus aucune activité de formation ne sera organisée" sans que cette règle ne soit davantage circonscrite à l'objet du projet.

Les articles 3 à 9 du projet doivent être revus à la lumière de la présente observation.

On peut supposer qu'aux articles 10 à 14 du projet, les renvois implicites ou explicites au régime de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989 concernent le régime antérieur à cette modification ou à cette abrogation mais la rédaction de ces dispositions gagnerait à être réexaminée afin de s'assurer que l'intention des auteurs du projet est ainsi correctement traduite.

C'est sous le bénéfice de cette observation générale que sont formulées les observations particulières suivantes.

Observations particulières

Salutation

En ce qui concerne les ministres à mentionner en tant qu'auteurs du projet ("salutation"), il est renvoyé à l'observation relative aux signataires du projet.

Préambule

Alinéa 1^{er}

L'intitulé de l'arrêté royal du 26 mars 1965, cité dans l'alinéa 1^{er} du préambule, a été modifié par l'article 14 de l'arrêté royal du 22 novembre 2006 portant diverses mesures en matière de carrière des agents de l'État des niveaux A, B, C et D. Cet arrêté doit être cité comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités, allocations et primes quelconques accordées au personnel des services publics fédéraux, ...".

Par ailleurs, l'article 18 de l'arrêté royal du 22 novembre 2006, précité, a modifié l'article 7 de l'arrêté royal du 26 mars 1965, précité. La suite de l'alinéa 1^{er} du préambule devra donc être rédigée comme suit : "notamment l'article 7, modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 2002 et 22 novembre 2006".

Le délégué du ministre a marqué son accord sur ces deux points.

Alinéa 2

Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, au début de l'alinéa 2 de la version française, les mots "Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1989 ..." doivent être remplacés par les mots "Vu l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989 ...".

Par ailleurs, dans le préambule, la référence à l'ensemble d'un texte se fait toujours en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que ce texte a subies, et cela uniquement par indication de la nature et de la date des textes modificatifs. Les auteurs du projet sont invités à vérifier si l'alinéa 2 du préambule répond à cette prescription, et notamment si toutes les modifications citées sont encore en vigueur.

Dispositif

Article 6

Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, l'article 4*bis*, §§ 2 et 3 en projet, serait plus lisible si, au lieu de renvoyer aux "conditions mentionnées à l'article 4 tel qu'il était d'application à cette date", ces conditions étaient reproduites dans le texte en projet.

Articles 8 et 9

À l'article 8, 1/ et à l'article 9 il convient de mentionner l'article 5bis, § 2, 1/, f), de l'arrêté modifié.

Article 12

Dans la version néerlandaise les mot "zijn (...) terug gerechtigd op de vormingspremie" devraient être remplacés par les mots "hebben (...) weer recht op de vormingspremie". Une observation analogue vaut pour l'article 13, § 1^{er}.

Article 14

L'arrêté du 14 septembre 1989 auquel il est fait référence n'est pas un arrêté royal, comme mentionné dans la version française, mais un arrêté ministériel. La version française de l'article 14 doit être rectifiée en ce sens, ce dont a convenu le délégué du ministre.

Article 15

En ce qui concerne la rétroactivité que l'article 15 envisage de donner à différentes dispositions du projet, il y a lieu de rappeler que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Il ressort des explications fournies par le délégué du ministre que les dates mentionnées à l'article 15 visent à harmoniser l'entrée en vigueur du projet avec les dates d'entrée en vigueur des différentes lois et réglementations avec lesquelles ce projet s'articule.

La rétroactivité prévue par l'article 15 du projet répond donc à un souci de cohérence dans l'application de la réforme des carrières des agents du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public. Il appartient toutefois aux auteurs du projet de vérifier que celui-ci ne comporte aucun effet rétroactif qui pourrait influencer de manière défavorable la situation pécuniaire des agents concernés ⁶.

Signataires

En vertu de l'article 47 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, tout acte administratif portant révision des dispositions organiques relatives aux traitements ou allocations du personnel, doit être contresigné par le Ministre qui a le budget dans ses attributions. La Ministre du Budget doit dès lors également être cité parmi les auteurs du projet ("salutation" précédant le préambule).

⁽⁶⁾ Voir l'avis 37.964/2, donné le 13 janvier 2005 sur le projet devenu l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du ministère des Finances.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.417/2
VAN 26 MAART 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 september 1989 tot instelling van een vormingspremie ten gunste van sommige personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën en van het Ministerie van Financiën - Administratie der Pensioenen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Gelet op de toegemeten termijn en de complexiteit van de aangelegenheid, was het niet mogelijk na te gaan of alle bepalingen van het ontwerp in overeenstemming zijn met de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie. Er kon evenmin worden onderzocht of het ontwerp zorgt voor de noodzakelijke samenhang met de andere regelgevingen betreffende de rechtspositie van ambtenaren. De stellers van het ontwerp behoren zorgvuldig na te gaan of met het ontwerp deze beginselen en vereisten in acht worden genomen.

Onder dit voorbehoud geeft het ontworpen ministerieel besluit aanleiding tot de volgende opmerkingen.

De strekking van het ontwerp

De loopbaan van het personeel van de federale Staat wordt sinds verschillende jaren grondig hervormd. Een reeks koninklijke besluiten is uitgevaardigd om de rechtspositie te regelen van ambtenaren bekleed met graden die de verschillende rijksbesturen gemeenschappelijk hebben ¹.

⁽¹⁾ Zie inzonderheid het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen, het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel, het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de loopbaan van niveau D van het Rijkspersoneel en houdende diverse bepalingen betreffende de competentiemetingen en de gecertificeerde opleidingen en het koninklijk besluit van 22 november 2006 houdende diverse maatregelen inzake de loopbaan van het rijkspersoneel van de niveaus A, B, C en D.

Bovendien zijn bijzondere regels uitgevaardigd om rekening te houden met de eigenheden van sommige besturen, waaronder die van de Federale Overheidsdienst (FOD) Financiën. Over de hervorming van de loopbanen van niveau A van de FOD Financiën zijn in sectorcomité II onderhandelingen gevoerd die afgesloten zijn met een protocol van 27 juli 2005 ². Het voorliggende ontwerp van ministerieel besluit, dat strekt tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 september 1989 tot instelling van een vormingspremie ten gunste van sommige personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën en van het Ministerie van Financiën - Administratie der pensioenen, draagt bij tot de uitvoering van dat protocol.

Volgens de uitleg die de gemachtigde van de Minister heeft gegeven, strekt het ontwerp voornamelijk tot het instellen, voor de personeelsleden van niveau A, van overgangsmaatregelen wat de vormingspremies betreft die analoog zijn met die waarin ten behoeve van de personeelsleden van de niveaus B en C voorzien is bij het ministerieel besluit van 28 februari 2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 september 1989 tot instelling van een vormingspremie ten gunste van sommige personeelsleden van het Ministerie van Financiën.

Voorts wordt bij de ontworpen tekst het voormelde ministerieel besluit van 14 september 1989 aangepast teneinde rekening te houden met de oprichting van de Pensioendienst voor de Overheidssector. Deze dienst is een instelling van openbaar nut die is opgericht bij de wet van 12 januari 2006 tot oprichting van de "Pensioendienst voor de overheidssector", die sedert 1 januari 2006 belast is met de taken waarmee de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën voorheen was belast ³.

(2) Dit protocol wordt vermeld in het protocol betreffende de onderhandelingen van 6 februari 2007, dat bij de adviesaanvraag is gevoegd. Zie ook de brief van de Minister van Ambtenarenzaken aan de Minister van Begroting van 30 juni 2006, die eveneens bij de adviesaanvraag is gevoegd.

(3) Zie onder meer de artikelen 3 en 32 van de voornoemde wet van 12 januari 2006, waaruit blijkt dat de Pensioendienst voor de Overheidssector een instelling van openbaar nut is die is ingedeeld bij categorie A als bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Algemene opmerking

Zoals daarnet uiteengezet is, strekt het voorliggende ontwerp voornamelijk tot het uitvaardigen, voor de personeelsleden van niveau A van de FOD Financiën en van de Pensioendienst voor de Overheidssector, van overgangsmaatregelen wat de vormingspremies betreft voorgeschreven bij het voormelde ministerieel besluit van 14 september 1989 ⁴. Die overgangsmaatregelen zijn noodzakelijk geworden door de goedkeuring van een nieuwe regeling van gecertificeerde opleidingen, een regeling waarvoor de artikelen 70 tot 76 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel en de artikelen 42 tot 47 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het Rijkspersoneel gelden.

In het ontwerp worden twee methodes gebezigd om dat doel te bereiken : enerzijds strekken de artikelen 3 tot 9 ervan tot wijziging van het voormelde ministerieel besluit van 14 september 1989 en anderzijds zijn de artikelen 10 tot 14 ervan autonoom ten opzichte van laatstgenoemd besluit. Bovendien worden in het ontwerp wijzigings- of opheffingsbepalingen ⁵ en overgangsbepalingen door elkaar gehaald.

In beginsel geldt dat wanneer bij de wijziging of opheffing van een regeling overgangsbepalingen vereist zijn, die als autonome bepalingen geredigeerd dienen te worden. In die bepalingen moet melding worden gemaakt van de voorschriften van de gewijzigde of opgeheven regeling waarvan de gelding gedeeltelijk of volledig wordt behouden. Het is ook denkbaar dat in de overgangsbepalingen naar de gewijzigde of

⁽⁴⁾ De overgangsmaatregelen die thans in het vooruitzicht worden gesteld voor de personeelsleden van niveau A zijn afgestemd op die welke in het voormelde ministerieel besluit van 14 september 1989 zijn ingevoegd bij het ministerieel besluit van 28 februari 2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 september 1989 tot instelling van een vormingspremie ten gunste van sommige personeelsleden van het Ministerie van Financiën, wat de personeelsleden van de niveaus B en C betreft.

⁽⁵⁾ Dat is inzonderheid het geval met de inhoud van het ontworpen artikel 4bis, § 1, (artikel 6 van het ontwerp), ook al is die bepaling niet geredigeerd op de wijze van een opheffingsbepaling. Wijzigings- en opheffingsbepalingen moeten klaar en duidelijk geredigeerd worden. Zo bijvoorbeeld is het in dat opzicht bevreemdend dat in diezelfde bepaling van het ontworpen artikel 4bis, § 1, op algemene wijze wordt bepaald dat "(e)r (...) geen vormingsactiviteiten meer (worden) georganiseerd" zonder dat die regel nader beperkt wordt tot het onderwerp van het ontwerp.

opgeheven regeling wordt verwezen, maar daarbij dient dan duidelijk te worden aangegeven dat het om die regeling gaat zoals die van toepassing was vóór de inwerkingtreding van de wijziging of de opheffing. Overgangsbepalingen mogen hoe dan ook niet als wijzigingsbepalingen overkomen. Daarin moet worden vermeld voor welke tijdsduur de overgangsbepalingen gelden of zulks moet daaruit kunnen worden afgeleid.

De artikelen 3 tot 9 van het ontwerp dienen in het licht van deze opmerking te worden herzien.

Er kan van uitgegaan worden dat, in de artikelen 10 tot 14 van het ontwerp, de stilzwijgende of uitdrukkelijke verwijzingen naar het stelsel van het ministerieel besluit van 14 september 1989 betrekking hebben op het stelsel van vóór deze wijziging of opheffing, maar het zou de redactie van die bepalingen ten goede komen als ze opnieuw zou worden bekeken om zich ervan te vergewissen of de bedoeling van de stellers van het ontwerp aldus correct tot uiting wordt gebracht.

Onder voorbehoud van deze algemene opmerking worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

Begroeting

In verband met de Ministers die als stellers van het ontwerp moeten worden vermeld ("begroeting"), wordt verwezen naar de opmerking over de ondertekenaars van het ontwerp.

Aanhef

Eerste lid

Het opschrift van het koninklijk besluit van 26 maart 1965, waarnaar in het eerste lid van de aanhef wordt verwezen, is gewijzigd bij artikel 14 van het koninklijk besluit van 22 november 2006 houdende diverse maatregelen inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel van de niveaus A, B, C en D. Naar dat besluit dient als volgt te worden verwezen :

"Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen, toelagen en premies van alle aard toegekend aan het personeel van de federale overheidsdiensten, ...".

Voorts is bij artikel 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 november 2006 een wijziging aangebracht in artikel 7 van het voormelde koninklijk besluit van 26 maart 1965. Het vervolg van het eerste lid van de aanhef dient dan ook als volgt te worden gesteld : "inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 2002 en 22 november 2006".

De gemachtigde ambtenaar heeft zich met deze beide punten akkoord verklaard.

Tweede lid

Zoals de gemachtigde van de Minister toegegeven heeft, dienen in de Franse tekst van het tweede lid de woorden "Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1989 ..." vervangen te worden door de woorden "Vu l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989 ...".

Voorts worden bij de verwijzing naar een regeling in de aanhef steeds alle uitdrukkelijke wijzigingen vermeld die deze regeling heeft ondergaan en die nog van kracht zijn, maar alleen onder opgave van aard en datum van de wijzigingsteksten. De stellers van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of het tweede lid van de aanhef aan dat voorschrift voldoet en inzonderheid of alle vermelde wijzigingen nog van kracht zijn.

.../...

Dispositief

Artikel 6

Zoals de gemachtigde van de Minister heeft toegegeven, zou de leesbaarheid van het ontworpen artikel 4*bis*, §§ 2 en 3, verbeteren als, in plaats van te verwijzen naar de "voorwaarden ... vermeld in artikel 4 zoals dit artikel op die datum van toepassing was", die voorwaarden in de ontworpen tekst zouden worden opgenomen.

Artikelen 8 en 9

In artikel 8, 1/, en artikel 9 dient te worden verwezen naar artikel 5*bis*, § 2, 1/, f), van het gewijzigde besluit.

Artikel 12

In de Nederlandse versie zouden de woorden "zijn (...) terug gerechtigd op de vormingspremie" vervangen moeten worden door de woorden "hebben ... weer recht op de vormingspremie". Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 13, § 1.

Artikel 14

Het besluit van 14 september 1989 waarnaar verwezen wordt, is een ministerieel besluit en geen koninklijk besluit, zoals in de Franse tekst wordt vermeld. De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat de Franse tekst van artikel 14 in die zin dient te worden verbeterd.

Artikel 15

Wat betreft de terugwerking die artikel 15 aan verschillende bepalingen van het ontwerp beoogt te verlenen, moet er weer op worden gewezen dat als algemeen rechtsbeginsel geldt dat administratieve handelingen geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien er geen wet is die terugwerkende kracht toestaat, kan terugwerking alleen uitzonderlijk worden aanvaard wanneer ze meer bepaald noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst of om een feitelijke of rechtelijke situatie te regulariseren en voor zover hierbij de vereisten inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in acht worden genomen.

Uit de uitleg verstrekt door de gemachtigde van de Minister blijkt dat de datums die in artikel 15 worden vermeld, tot doel hebben de inwerkingtreding van het ontwerp af te stemmen op de datum van de inwerkingtreding van de onderscheiden wetten en regelingen waarbij dit ontwerp aansluit.

De terugwerking waarin artikel 15 van het ontwerp voorziet, is dus gericht op samenhang bij de toepassing van de hervorming van de loopbanen van de ambtenaren van de FOD Financiën en van de Pensioendienst voor de Overheidssector. De stellers van het ontwerp dienen echter na te gaan of het geen terugwerkende kracht verleent die de geldelijke situatie van de betrokken ambtenaren ongunstig kan beïnvloeden ⁶.

⁽⁶⁾ Zie advies 37.964/2, gegeven op 13 januari 2005, over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën.

Ondertekenaars

Krachtens artikel 47 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt elke bestuurshandeling tot herziening van de reglementsbepalingen betreffende de jaarwedden of uitkeringen voor het personeel, medeondertekend door de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort. De Minister van Begroting moet dan ook eveneens worden vermeld bij de stellers van het ontwerp ("begroeting", vóór de aanhef).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS